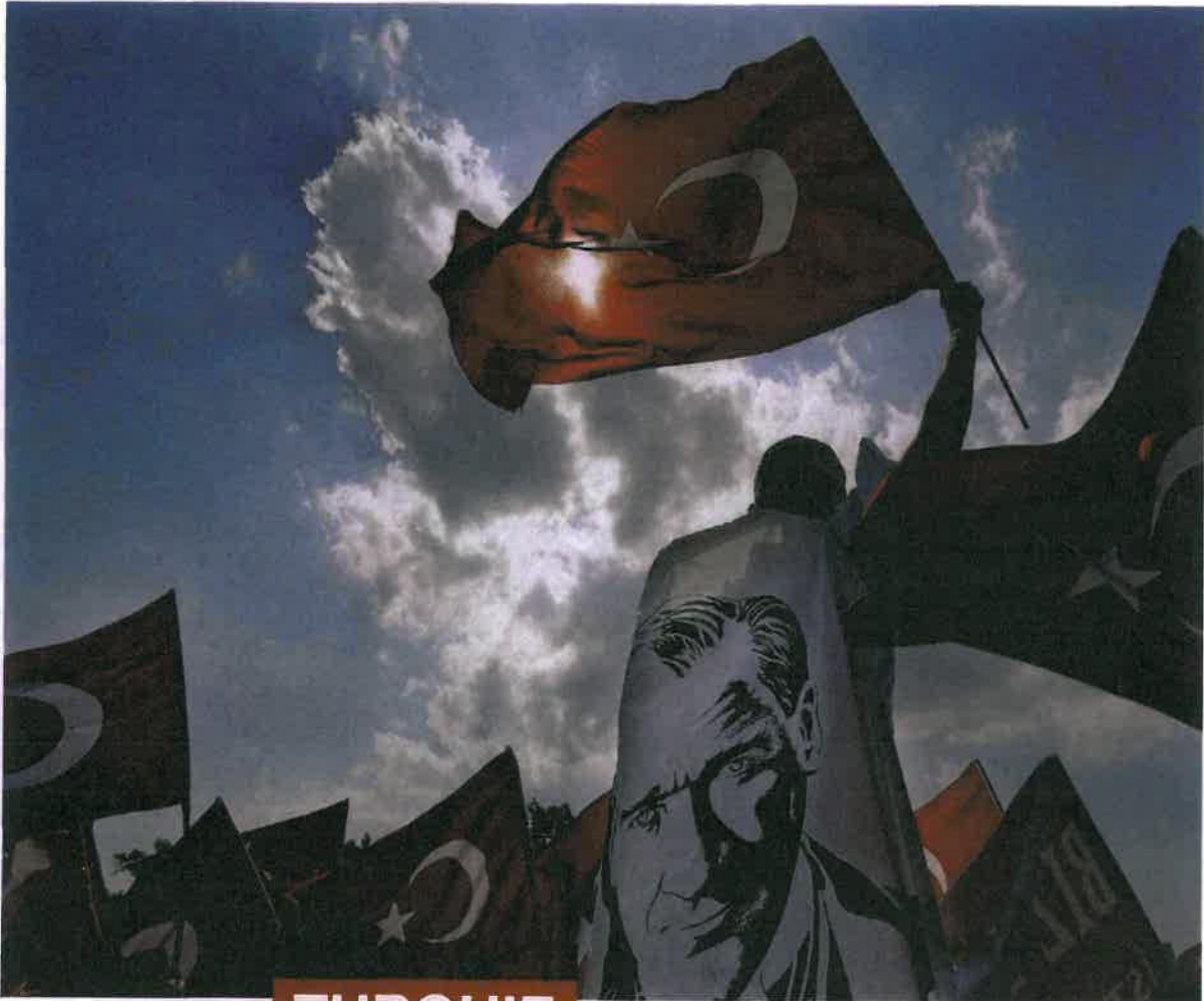


VÉCU

GRAND ANGLE



K. UFFELNAR / REA

TURQUIE

Un État laïque en terre d'islam

De l'Empire ottoman à la République d'Atatürk, de l'armée au gouvernement actuel, le pouvoir turc n'a cessé d'instrumentaliser la foi musulmane, afin d'asseoir ses ambitions politiques auprès d'une population traditionnellement conservatrice.



Nationaliste, Atatürk s'employa à inféoder l'islam à l'appareil étatique. Ci-contre, des manifestants brandissant le drapeau national et le portrait d'Atatürk.

On trouve aujourd'hui une nouvelle génération de musulmanes, à la fois pratiquantes et modernes. Ci-dessous, au pied de la mosquée Yeni Camii.



PANOS PICTURES

Jour de marché à Fatih. Des milliers d'échoppes s'épanchent sur les hauts trottoirs du « vrai Istanbul ». C'est ainsi que certains désignent ce quartier de la péninsule historique, jadis connue, au-delà des mers qui l'encerclent, sous le nom de

Atatürk reçoit le titre de « Gazi », récompense suprême des combattants de l'islam

Constantinople. Chaque mercredi, les matrones s'y pressent. Devant un monceau de vêtements, certaines jaugent à l'œil la taille d'un ensemble de lingerie, tâtent la qualité de la dentelle. Pourtant, rares sont celles qui déambulent en cheveux. À Fatih, l'une des zones les plus traditionalistes de la ville,

turban (voile « classique », souvent coloré) et *tcharchaf* (équivalent turc de la burqa) couvrent la majorité des têtes. L'appel à la prière s'échappe du minaret tout proche : construite, à partir de 1462, sur les ruines de l'église des Saints Apôtres par Mehmet le Conquérant, ce fut la première mosquée impériale ottomane d'Istanbul. La légende dit que l'architecte y laissa ses mains, tranchées par le sultan faute d'avoir édifié un bâtiment aussi spectaculaire qu'Ayasofya - la basilique Sainte-Sophie, vestige insolent de l'Empire byzantin qu'il venait de mettre à genoux.

Du Grand Turc à l'homme malade

À sa suite, au XVI^e siècle, Soliman le Magnifique étend la mainmise du « Grand Turc » aux Balkans, à la mer Noire, aux rivages de l'Afrique du Nord et à une grande partie du monde arabe, villes saintes musulmanes comprises. Multiethnique et plurireligieux, l'Empire ottoman devient, pour cinq siècles, une puissance crainte de la diplomatie chrétienne. Et pour dominer des peuples disparates, il lui faut un ciment fédérateur : ce sera l'islam sunnite du sultan. Au terme du « long XIX^e siècle », la Première Guerre mondiale assène le coup de grâce à un Empire déjà miné, considéré comme « l'homme malade » d'une Europe où s'affûtent les totalitarismes. En repoussant l'assaut franco-britannique dans les Dardanelles en 1915-1916 - l'une des rares victoires turques de la guerre -, Mustafa Kemal, un jeune officier, devient héros national. À l'issue de la guerre d'indépendance (1919-1922) contre la Grèce et ses alliés, il reçoit de la Grande Assemblée le titre de *Gazi* (« Le Victorieux »),

La Turquie à l'heure de l'Europe

Membre de l'Otan depuis 1952 et membre associé de l'Union européenne depuis 1963, la Turquie a déposé sa demande d'adhésion en 1987 et a été reconnue candidate en 1999. Si l'ouverture des négociations, en décembre 2004, a été célébrée par les Turcs, ils sont nombreux à avoir déchanté depuis, en raison des délais annoncés et du manque d'enthousiasme de certains partenaires européens. « Comme quand vous courtisez une belle femme, en faisant des efforts pour être séduisant, mais qu'elle vous repousse sans cesse. Vous finissez par vous dire : "Puisque c'est comme ça, je n'ai pas besoin de toi !" C'est l'image que beaucoup utilisent ici », explique Aslan Evrim, professeur de français à l'université Galatasaray. En 2006, après avoir gelé 8 des 35 dossiers en cours de négociation, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, estimait que le processus pourrait durer au moins jusqu'en 2021. Le Premier ministre turc Erdogan s'était alors fait l'écho d'une opinion répandue en Turquie, selon laquelle l'Union européenne serait un « club chrétien » qui refuserait l'adhésion d'un pays musulman. En 2009, les Turcs étaient de plus en plus nombreux à s'opposer à la candidature de leur pays (32 %), quand environ 20 % d'entre eux se disaient indifférents. Malmenée par l'establishment européen, la Turquie se tourne désormais vers l'est méditerranéen et les côtes de la mer Noire, le Moyen-Orient, le bassin de la mer Caspienne, l'Asie centrale et la Russie. Depuis quelques années, le tourisme en provenance du golfe Persique explose. À Istanbul, il n'est plus rare de croiser des femmes intégralement voilées sur l'avenue branchée Istiklal : souvent des Arabes en week-end shopping.

récompense suprême des combattants de l'islam. Quand la République est proclamée le 29 octobre 1923, l'homme, surnommé Atatürk (« le Père des Turcs », le « Premier Turc »), en devient le premier président. Lorsqu'il formalise son État turc « moderne », l'ampleur des réformes est colossale : la République abolit le califat et constitutionnalise la laïcité. « Elle a rendu nul et non avenu le droit islamique et adopté le code civil suisse en 1926, détaille le politologue Jean-François Bayart. Elle a fermé les madrasas, interdit les confréries, unifié l'éducation et la justice sous l'autorité de l'État, généralisé puis rendu obligatoire l'usage de la langue turque pour l'appel à la prière, imposé le port du chapeau et de l'alphabet latin, criminalisé les associations se réclamant de la religion. »

Un État jacobin autoritaire

Pourquoi une telle radicalité de la part d'un leader qui assoit son pouvoir sur un territoire désormais presque exclusivement peuplé de musulmans ?

Nationaliste, Atatürk n'est pas pour autant antireligieux : il sait l'importance des traditions islamiques et va justement s'en servir pour imposer au peuple une modernisation à marche forcée. D'un côté, il déclare que la foi est affaire privée. De l'autre, il s'emploie à inféo-

Le Diyanet dicte le sermon de la prière du vendredi, un texte unique diffusé dans tout le pays

der la pratique de l'islam à l'appareil étatique. Une contradiction fondatrice du rapport de la société et du pouvoir turcs à l'islam, que symbolise la Direction des affaires religieuses (dite « Diyanet »), créée en 1924 et directement rattachée au Premier ministre.

Comparée à tort au cas français, la laïcité en Turquie procède donc d'un modèle unique : l'idéal républicain y est né d'un État jacobin autoritaire (sous le régime du parti unique jusqu'en 1946) et militariste, dont la souveraineté

absolue laissa peu de place aux droits des individus et à l'épanouissement des principes démocratiques - y compris dans le domaine religieux. En 1950, la Turquie découvre l'alternance, avec l'arrivée au pouvoir du parti démocrate, qui souhaite réhabiliter les valeurs traditionnelles tout en encourageant l'ouverture économique. En muselant (trop) fermement l'opposition, le pouvoir s'attire les foudres de l'armée, qui reprend la main avec le coup d'État de mai 1960. En 1971, dénonçant l'impuissance du gouvernement face à la montée des conflits sociaux, l'armée instaure de nouveau la loi martiale. Elle en profite pour interdire deux partis en plein boom : le parti communiste et le parti islamiste (Parti de l'ordre national). C'est son successeur, le Parti du salut national (MSP, mené par Necmettin Erbakan), qui remporte un franc succès aux élections générales de 1973.

L'avènement des islamistes

Troisième intervention de l'armée en septembre 1980 dans l'espoir de freiner l'instabilité politique et la violence sociale : les généraux décident de s'appuyer sur les valeurs « profondes » de la société turque, dont la religion, et facilitent ainsi un retour de l'islam dans le discours officiel. Il n'en faudra pas plus pour que les islamistes deviennent, dans les années 1990, la première force politique du pays. Aux élections législatives d'octobre 1995, c'est la victoire : on retrouve, à la tête du gouvernement de coalition, le chef du parti Refah... Necmettin Erbakan (le MSP ayant été interdit quelques années plus tôt). C'est la première fois depuis la fondation de la République que les islamistes parviennent à s'imposer. L'idylle dure jusqu'en juin 1997.

Si l'armée n'a eu de cesse de rappeler les fondements laïques de l'État nation turc, l'ambiguïté du rôle de la Direction des affaires religieuses demeure. Car aujourd'hui encore, son omnipotence sur la communauté des croyants est incontestable : seul l'hanéfisme, l'une des principales écoles sunnites - la plus libérale - a droit de citer. Exit notam-



À Fatih, l'une des zones les plus traditionalistes d'Istanbul, turban (voile « classique », souvent coloré) et tcharchaf (équivalent turc de la burqa) couvrent la majorité des têtes.

ment les musulmans alévis, qui représentent 20 à 25 % de la population (majoritaires en Turquie centrale, un tiers est Kurdes) et dont l'histoire reste totalement absente des manuels scolaires, car leurs croyances sont considérées comme hérétiques (elles intègrent des notions chiïtes, soufies, chamaniques, voire chrétiennes et judaïques). Pourtant, comme tous les citoyens turcs, leurs impôts participent au financement du Diyanet (le 7^e budget de l'État) et de l'Éducation nationale... Le Diyanet forme et nomme les imams, autorise la construction des mosquées, décrète la date des fêtes religieuses. Plus encore, l'institution dicte le sermon de la prière du vendredi, la plus importante de la semaine du musulman - un texte unique diffusé dans tout le pays.

À Ankara, flanqué d'une monumentale mosquée en construction, le siège

du Diyanet ne se distingue pas des autres bâtiments officiels à l'architecture anguleuse dont regorge la ville, faite capitale par Atatürk en 1923, loin du tumulte stambouliote. Dans un salon d'apparat, son tout nouveau président,

« Avant, la femme voilée, c'était la femme de ménage, pas l'étudiante diplômée »

Mehmet Görmez, se félicite, affable, de recevoir sa première presse étrangère. Ce théologien, spécialiste des hadiths, pointe la nécessité d'un contrôle accru des autorités sur les croyants « afin d'instaurer des relations positives et de supprimer les préjugés vis-à-vis des minorités religieuses ». Parle-t-il des alévis? Léger flottement, la traductrice répond

d'elle-même: « Il parle des chrétiens et des Juifs. » Quand on s'étonne que la Direction des affaires religieuses soit, de fait, le garant, au sein d'une République laïque, d'un islam d'État, Mehmet Görmez réplique, agacé: « Et comment expliquez-vous la "laïcité" en Belgique, en Allemagne, au Danemark? J'explique notre laïcité avec l'exemple de l'Angleterre, où la reine est aussi le chef de l'Église anglicane. »

Les athées? « Pas de problème »

Pourtant, le terme « musulman » est inscrit d'office sur les cartes d'identité dans la case « appartenance religieuse ». « Que ce soit écrit sur la carte ne veut pas dire qu'il soit pratiquant ou croyant. En ces temps modernes, c'est un peu absurde de discuter de ça. » Et les athées? Les rares Turcs qui affirment l'être en public souffrent-ils d'une discrimina-



Les derviches tourneurs qui se produisaient au tekke d'Eyüp le 17 décembre 2010.

La nébuleuse des confréries

Il fallait être invité pour trouver la petite porte de ce tekke d'Eyüp, un couvent privé coincé au fond d'une ruelle stambouliote. Ce vendredi 17 décembre, une poignée d'initiés est venue célébrer le 737^e anniversaire de la mort de leur maître, Mevlâna. C'est ainsi que les Turcs nomment le mystique Rûmî, fondateur de l'ordre des Mevlevi, au XIII^e siècle, à Konya (Turquie centrale). Soupçonnées d'obscurantisme, les confréries soufies furent déclarées hors-la-loi en 1924 par Atatürk. Mais elles parvinrent à survivre dans l'ombre, tenant leurs lieux de prière secrets, et à braver la répression en attendant des jours meilleurs. En 1950, le gouvernement turc donne du lest et légalise l'ordre. Les derviches tourneurs ont pu reprendre plus sereinement leur ballet entêtant. « Pendant le sema [la danse], nous allons dans l'autre monde, l'invisible, et quand nous revenons, nous sommes en présence de Dieu. Le tekke, cet espace sacré, est le lieu de passage », explique le maître de la confrérie de Galata, Nail Kesova, qui guide ce soir les dévots. Ils sont cinq à se produire, au son des instruments traditionnels, devant une assemblée bigarrée. Prière finale, mains portées au cœur. « Nous manquons de considération à cause de beaucoup de malentendus », déplore le cheikh Kesova. Peut-être parce qu'il est d'autres confréries moins contemplatives, à mille lieux des Mevlevi, telles celle fondée dans les années 1980 par Fethullah Gülen, dont la nature des rapports avec « l'armée, voire l'État profond » et les services secrets américains » suscite bien des inquiétudes, explique le politologue Jean-François Bayart : « Fethullah Gülen est aussi à la tête d'un empire de médias écrits [dont Zaman] et audiovisuels qui l'érige en force politique, il est proche des milieux d'affaires musulmans et anatoliens épanouis avec la libéralisation économique et il recrute de préférence dans les meilleures universités du pays. Autant de traits qui le font parfois comparer à l'Opus Dei. »

tion ? « Je n'ai pas rencontré, jusqu'à aujourd'hui, de gens qui avaient ce problème. » Selma Aliye Kavaf, ministre d'État à la Famille et aux Femmes, ne s'encombre pas de politesses pour signifier son exaspération. Elle récite, glaciale, la ligne officielle : « La Turquie est un État de droit, laïc démocratique,

au sein duquel les gens peuvent croire ce qu'ils veulent et pratiquer comme ils le souhaitent. » D'ajouter pour clore le débat : « De toute façon, l'islam est une religion qui montre la voie de la morale. » C'est ce genre de déclaration qui provoque un tollé chez les opposants à la politique de l'AKP (Parti de la

Justice et du Développement), au pouvoir depuis 2002, sous l'égide de Recep Tayyip Erdoğan. Transfuge des partis islamistes successifs de Necmettin Erbakan, cet homme politique devint maire d'Istanbul de 1994 à 1998, où il mena une politique conservatrice musulmane, qui alimenta la méfiance des milieux laïcs à son égard.

Le mythe de l'« agenda caché »

En 2001, il fonde l'AKP, avant de devenir Premier ministre en 2003. Artisan d'un libéralisme économique parfois forcené, il est accusé par les laïcistes de tenir un « agenda caché ». Qu'en est-il réellement ? « La Turquie fait partie du G20 et a acquis un vrai poids diplomatique sur la scène internationale, explique Esra Atuk, politologue à l'université de Galatasaray, à Istanbul. On ne fait pas tout ça pour faire triompher la charia. Tout le monde aurait trop à perdre. Le pouvoir des islamo-conservateurs a grandi à mesure de l'ouverture de la Turquie, non de sa fermeture ! »

« Erdogan n'a pas envoyé sa fille à la fac en Iran, mais aux États-Unis, où elle peut se voiler »

Si les politiciens actuels ont été élevés à l'école républicaine, il en va de même pour les classes moyennes émergentes : plus que d'une islamisation galopante de la population, la Turquie d'aujourd'hui est le fruit d'une montée en puissance des musulmans dans la société civile, qui prennent leur revanche sur des années de kémalisme autoritaire. Le journal Zaman, lancé en 1986, est devenu la voix - influente - de ces « nouveaux entrants dans le jeu démocratique », selon Abdülhamit Bilici, membre du comité de rédaction de Zaman, dont il fut le rédacteur en chef jusqu'en 2009. « L'explosion du paysage médiatique dans les années 1980 a répondu à cette demande. Au début, nous diffusions à 5 000 exemplaires, aujourd'hui, à environ 800 000. Mais pas de danger que soit instaurée une République isla-

mique: Erdogan n'a pas envoyé sa fille à la fac en Iran, mais aux États-Unis, où elle peut suivre les cours voilée. » Le processus de sécularisation se traduit désormais par un rapport décomplexé à l'islam, mais aussi par une imbrication des phénomènes d'appartenance. « Avant, la femme voilée, c'était la femme de ménage, pas l'étudiante diplômée, note Abdülhamit Bilici. Ça ne veut pas dire qu'elles sont plus nombreuses, mais plus

visibles à tous les niveaux de la société. » Des croyantes d'une nouvelle génération, qui souhaitent tout à la fois pratiquer l'islam selon leurs propres codes, mener une vie professionnelle et personnelle épanouie, loin de la pression familiale. Pour peser sur les politiques publiques, l'institut non-gouvernemental Tesev (Fondation de la Turquie pour les études économiques et sociales) publie régulièrement de grandes enquêtes de recher-

che nationales. La plus récente se penche sur la ségrégation des femmes voilées et sera soumise au gouvernement dans l'optique des élections législatives de juillet prochain.

« Désamorcer les contradictions »

« Nous leur proposons des pistes concrètes pour ne pas systématiquement reléguer les femmes voilées au bas de l'échelle sociale. Est-il normal que l'on puisse rentrer dans un tribunal voilée, en tant que plaignante, mais pas en tant que juge ou avocate? Idem dans l'enseignement, explique Ebru İlhan, en charge du programme « Démocratisation » de Tesev. En 2009, nous montrions que 60 à 70 % des femmes turques étaient voilées. Cela semble logique que l'AKP s'appuie sur cette majorité électorale. Mais d'un autre côté, aucune femme voilée n'a jusque-là été promue au sein des instances dirigeantes de ce parti... Il faut désamorcer ces contradictions. » Car, après tout, l'arrivée de l'AKP au pouvoir s'est faite par les urnes, dans le cadre d'un système de partis concurrentiel éprouvé. Ce n'est donc pas tant le spectre islamiste que doit redouter la Turquie d'aujourd'hui, mais l'inertie propre au conservatisme de la population, relayé par un pouvoir hégémonique, qui freine l'émancipation des minorités, quelles qu'elles soient, et la démocratisation des mœurs. ■

Maïté Darnault

Photos Marie Accomiato



Sencan Körükmez, couturière à Fatih, entourée de sa fille Özge et de son mari Mustafa.

La famille, entre modernité et traditions

Même si ses talents de couturière ne sont plus à démontrer, certaines clientes évitent la boutique de Sencan Körükmez. Car elle ne porte pas le voile. À Fatih, ça fait jaser. « Je préfère qu'on dise de moi que je suis une bonne personne, plutôt qu'une bonne pratiquante. Je ne fais pas le ramadan, mais quand je mange, je prie pour les autres », explique celle qui reste une croyante fervente. Son mari, Mustafa, a délaissé la mosquée. Ça aussi, ça fait jaser. « Je n'apprécie pas le changement de direction actuel. La laïcité, c'est tout pour nous. Comme disait Atatürk, sans laïcité, pas de République. » Au quotidien, les Körükmez gardent leurs convictions pour eux. Il ne faudrait pas qu'elles desservent leur commerce : « Le voile est devenu un accessoire de mode, que l'on achète coordonné à l'habit. Pour les tenues de fête, pas possible de passer à côté. » Özge, leur fille de 23 ans, en rigole : « Ça a servi le boom du textile ! Le voile est censé être là pour ne pas attirer l'attention, alors qu'il est souvent plein de couleurs et accompagné de maquillage... Rien à voir avec le voile de la grand-mère, tout à fait innocent et propre à notre aire culturelle. » Avant de revenir au pays pour sa dernière année d'économie, la jeune femme a étudié en France. Elle y a laissé un amoureux, dont elle regrette de ne pouvoir révéler l'existence à ses parents. Hors mariage, ce ne serait pas correct. Alors elle se débrouille pour trouver des prétextes - et des visas - pour faire des allers-retours réguliers. Parfois, quand elle n'a pas le moral, elle prie. « En France, ça m'est arrivé une fois de rentrer dans une église pour ça. »

POUR ALLER PLUS LOIN

- Jean-Paul Burdy et Jean Marcou, *La Turquie à l'heure de l'Europe* (PUG, 2008).
- Observatoire de la vie politique turque : <http://ovipot.blogspot.com>
- Jean-François Bayart, *L'Islam républicain* (Albin Michel, 2010).
- Ali Carkoglu et Binnaz Toprak, *Religion, society and politics in a changing Turkey* (Tesev Publications, 2007).